

# DEPENSES PUBLIQUES ET CROISSANCE ECONOMIQUE AU BURKINA FASO

**DEME El Hadji Yoro**

**SANON Salimatou**

*Département Sciences économiques et Gestion*

*Université Aube-Nouvelle de Ouagadougou*

*yorodeme@yahoo.fr*

*yoro.deme@u-auben.com*

## Résumé

*Cet article étudie l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique au Burkina Faso au cours de la période 1989 à 2019. L'objectif est de montrer que les dépenses publiques désagrégées en dépenses courantes et dépenses en capital contribuent à la croissance économique du Burkina Faso. La recherche utilise l'approche de l'analyse économétrique du modèle à correction d'erreur (MCE) pour étudier la causalité à court et long terme entre les variables indépendantes et le PIB réel par habitant sur la période d'étude. Les résultats obtenus de l'estimation économétrique montrent que les dépenses publiques courantes ont un effet négatif à court terme et à long terme sur la croissance économique. Tandis que les dépenses publiques en capital ont un effet positif à long terme. Si la dépense publique en capital est nécessaire pour le bon fonctionnement de l'activité économique et sociale, il n'en demeure pas moins indispensable de veiller à son utilisation effective de façon transparente, efficace et efficiente dans les secteurs prioritaires que sont l'éducation, la santé, les infrastructures de transport, les TIC etc., pour assurer la croissance à long terme et le développement du Burkina Faso*

**Mots clés :** *Burkina Faso, croissance économique, dépenses publiques, MCE.*

## Abstract

*This article studies the impact of public expenditure on economic growth in Burkina Faso during the period 1989 to 2019. The objective is to show that public expenditure disaggregated into current expenditure and capital expenditure contributes to economic growth in Burkina Faso. The research uses the econometric analysis approach of the error correction model (ECM) to study the short- and long-term causality between the independent variables and the real GDP per capita over the study period. The results obtained from the econometric estimation show that current public expenditure has a negative short-term and long-term effect on economic growth. While public capital expenditure has a positive long-term effect. If public capital expenditure is necessary for the proper functioning of economic and social activity, it is nonetheless essential to ensure its effective use in a transparent, effective and efficient manner in the priority sectors of education, health, transport infrastructure, ICT etc., to ensure the long-term growth and development of Burkina Faso*

**Keywords:** *Burkina Faso, economic growth, public expenditure, MCE.*

## Introduction

La chaîne de gestion des finances publiques notamment celle des dépenses est, sans doute, la partie la plus sensible car l'exécution des dépenses publiques obéit à des exigences dont la méconnaissance et la violation peuvent être source d'inefficacité ou de manque à gagner pour l'Etat (Koutché, 2014). L'exécution des dépenses publiques exige, en effet, l'application correcte de l'autorisation budgétaire et le respect du principe de la séparation des fonctions d'ordonnateur et de comptable. La méconnaissance de ces règles de gestion conduit à des fautes de gestion et à des malversations dont sont parfois auteurs certains acteurs de la chaîne d'exécution des dépenses publiques (Koutché, 2014).

Depuis son accession à l'indépendance en 1960 jusqu'à nos jours, le Burkina Faso a toujours fait partie du groupe des pays à faible revenu (Guira, 1999). Selon la Banque mondiale (BM) en 2022, son revenu par tête d'habitant était estimé selon les données du Comité de Prévision, de Conjoncture et de Surveillance Multilatérale à 988 dollars en 2022. Cette situation s'explique par le niveau du Produit Intérieur Brut (PIB) qui est très bas (17,37 milliards de dollars en 2020) et qui augmente très peu (ou même diminue pendant certaines années comme en 2020) alors que la population ne cesse de croître à un taux annuel moyen de 2,8% en 2021 (BM, 2022). Ainsi, le taux de croissance du revenu par tête a atteint des valeurs négatives de 1% ; 0,1/0 et 0,9% respectivement en 2000, 2009 et 2020 (BM, 2022). Dans un pays où presque 80% de la population vit en zone rurale, l'évolution du PIB ne peut être que fortement liée aux activités principales se menant dans cette zone (agriculture et élevage) (Guira, 1999). Cependant, il est inconcevable d'imaginer un pays en plein essor économique qui ne possède pas d'infrastructures pour améliorer les conditions de vie de sa population. Les routes, les hôpitaux, les écoles... constituent les fondements de toute croissance, condition nécessaire pour le développement d'un pays.

Perroux (1966) définit la croissance économique comme un processus continu et soutenu d'élévation du PIB réel d'un pays dans le temps et ceci revient à dire que la croissance économique n'est pas un fait du hasard mais plutôt une œuvre soutenue et qu'elle se traduit par un accroissement continu du produit réel de toute l'économie (Mokime, 2012). Il importe de noter que si d'une année à une autre, le produit de

l'économie s'accroît à un taux inférieur à l'accroissement de la population, la croissance ainsi réalisée n'entraînera pas un accroissement du revenu par tête d'habitant et il serait donc préférable de la définir comme un processus d'élévation continu et soutenu du PIB par habitant du pays (Mokime, 2012).

La croissance qui est mesurée par le taux d'augmentation du PIB, constitue aujourd'hui l'instrument de référence principal pour la gestion à court terme et à long terme de l'ensemble des économies de la planète, de même que pour la politique de développement et de progrès des sociétés humaines (Mokime, 2012). Sur le plan économique, le taux de croissance offre une mesure synthétique du degré de réalisation de la plupart des objectifs de la politique économique : augmentation des revenus du travail et du capital et accroissement de la richesse matérielle et du bien-être de la population ; augmentation de la capacité de créer des emplois rémunérateurs pour tous ; élargissement de l'assiette fiscale pour la mobilisation des moyens nécessaires au développement des services publics ; affirmation de la puissance économique des pays vis-à-vis du reste du monde ; et accumulation de richesses et de pouvoir assurant la sécurité de la collectivité pour l'avenir à long terme (Mokime, 2012). L'étude de la croissance économique est justifiée par la nécessité de comprendre comment par un ensemble d'actions harmonieuses et concertées, une nation peut améliorer de manière soutenue, le niveau de vie de sa population ou se libérer de l'ornière de la pauvreté. Une identification des déterminants de la croissance et une bonne compréhension de leurs interactions devraient permettre de bien concevoir une politique de développement (Mokime, 2012).

Le contexte actuel du pays est dominé par une insécurité persistante conjuguée au caractère faiblement diversifié de l'économie et sa vulnérabilité aux chocs internes (aléas climatiques) et externes notamment la flambée des prix de l'énergie. Dans cette visée, il convient de s'interroger sur les externalités des dépenses publiques plus précisément l'impact des dépenses ordinaires et des dépenses en capital dans la réalisation d'une croissance économique régulière et durable d'autant plus que ces dépenses ont tendance à augmenter au fil du temps pendant que le PIB évolue en dents de scie.

L'objectif de cette recherche est d'analyser le lien entre les dépenses publiques et la croissance économique au Burkina Faso. Les questions qui nous interrogent tout au long de cet article sont les suivantes : Les

dépenses ordinaires influencent-elles la croissance économique ? Quelle est l'effet des dépenses en capital sur la croissance économique au Burkina Faso ? L'intérêt de cette recherche est de considérer la structure des dépenses publiques dans le souci de cibler les composantes qui seraient favorables à la croissance économique à court et/ou à long terme. Pour ce faire, nous allons présenter dans un premier temps la revue de littérature et notre méthodologie avant de voir les résultats et la discussion.

## **1. Revue de littérature**

La question du rôle des dépenses publiques dans la croissance économique a fait l'objet de plusieurs réflexions et sa prise en compte dans les récents modèles de croissance endogène montre à suffisance que son efficacité ne fasse pas l'unanimité aussi bien chez les chercheurs que les décideurs publics. Nous allons présenter d'abord la revue théorique de la littérature (1.1) et ensuite la revue empirique (1.2).

### ***1.1. Revue de la littérature théorique***

Le débat sur la relation entre les dépenses publiques et la croissance économique n'est pas nouveau. Il a été au centre des préoccupations des économistes classiques qui voyaient l'intervention de l'Etat dans l'économie par le biais des dépenses publiques comme une source de déséquilibre du marché ; pour eux, l'Etat doit se cantonner à ses fonctions régaliennes de défense, de justice et de diplomatie et prendre en charge la fourniture des services publics indispensables à la communauté et qui ne pourraient pas être fournis par les opérateurs privés (Fouopi-djiogap et al., 2017). Cette vision restrictive de l'Etat est aux antipodes de la pensée keynésienne. Les keynésiens accordent à l'Etat un rôle prépondérant dans le processus de la croissance économique par le moyen des dépenses publiques (Fouopi-djiogap et al., 2017). Ils insistent sur les effets multiplicateurs associés à l'augmentation des dépenses publiques ou à la réduction du taux d'imposition. Ainsi, lorsque le revenu national baisse et que les dépenses privées diminuent, l'Etat doit soutenir l'économie en augmentant les dépenses publiques (Fouopi-djiogap et al., 2017). Cette augmentation va booster la demande effective, ce qui impacte le niveau de production et donc de l'emploi. Par contre, lorsque l'Economie est

en surchauffe, l'Etat doit réduire la pression en limitant ses dépenses (Fouopi-djiogap et al., 2017).

Les nouvelles théories de la croissance insistent sur le fait que l'accumulation du capital physique dans une entreprise provoque des effets positifs sur les autres firmes. Par la suite, Romer (1990) va mettre en évidence l'importance de la recherche et développement qui provoque des externalités positives sur le reste de l'économie. Les travaux de Lucas (1988) permettent de soutenir le rôle de l'investissement en capital humain dans le processus de croissance économique. A cet égard, l'Etat doit financer les dépenses d'éducation quand « la productivité sociale est supérieure à la productivité privée d'une dépense d'éducation ». En outre, l'Etat doit financer les infrastructures publiques (Barro (1990) ; Fouopi-djiogap et al., 2017). Ces nouvelles théories intègrent désormais une analyse explicite des déterminants à long terme de l'augmentation de la productivité qui était jusque-là ignoré par le modèle classique de base et la gamme des facteurs de production traditionnels prise en compte dans la formalisation a été élargi à l'effet d'apprentissage, du capital humain, aux infrastructures publiques, ... ; aussi les conditions techniques d'obtention d'une croissance véritablement endogène n'ont pas été sous-estimés (les rendements constant sur les facteurs de production accumulables) ainsi que les effets externes positifs liés à l'investissement dans les facteurs de production et le rôle de la connaissance dans la croissance de la productivité (Fouopi-djiogap et al., 2017). Ainsi, les modèles de croissance endogène intègrent les externalités positives ou négatives liées à l'accumulation des connaissances ou de l'innovation et distinguent les dépenses publiques productives (défense, éducation, santé, transports et communication) des dépenses improductives (sécurité sociale, loisirs, services économiques), ce qui justifie que beaucoup de travaux sont faits de nos jours pour comprendre si la composition des dépenses publiques pourrait alimenter la croissance économique (Fouopi-djiogap et al., 2017).

### ***1.2. Revue de la littérature empirique***

Fouopi-djiogap et al. (2017) pensent que les résultats des études empiriques sur le lien de causalité entre les dépenses publiques et la croissance restent beaucoup plus controversés et que ces résultats peuvent être classés en quatre catégories. Selon Fouopi-djiogap et al.

(2017), la première catégorie trouve une relation de causalité à double sens ou une causalité unidirectionnelle de la croissance vers les dépenses publiques, une causalité à double sens entre la croissance économique et les dépenses publiques ; dans la deuxième catégorie des travaux, les dépenses publiques ont un effet sur la croissance économique. Morley et Perdikis (2000) concluent à l'existence d'un effet positif à long terme des dépenses publiques totales sur la croissance égyptienne. Reinikka et Svensson (2004) ont également relevé que la croissance économique était significativement justifiée par les dépenses publiques dans une étude en séries temporelles réalisée en Ouganda (Fouopi-djiogap et al., 2017). La troisième catégorie constate que les dépenses publiques n'ont aucun effet sur la croissance et l'inefficacité des dépenses publiques a été mise en évidence à travers la théorie du marché politique. Dans la quatrième catégorie des travaux, c'est la composition des dépenses publiques qui explique la croissance économique.

Agell et al (1997) mettent en doute la capacité des méthodes habituelles de régression à produire des conclusions fiables concernant les effets du secteur public sur la croissance ; ils soulignent les plus importantes limites de ces travaux en raison à la fois des données et des méthodes notamment la spécification de modèles économétriques (Fouopi-djiogap et al., 2017). Mansouri (2003) a montré qu'au Maroc, les dépenses publiques en capital ont un effet d'entraînement sur l'investissement privé et sur la croissance économique réelle. A l'aide d'un modèle en séries chronologiques estimé par les moindres carrés ordinaires, l'auteur montre que les dépenses de consommation publique évincent l'investissement privé et ralentissent la croissance économique à cause du gaspillage. S'intéressant aux pays de l'UEMOA, Nubukpo (2007) évalue l'impact des dépenses publiques sur la croissance des économies de l'UEMOA de 1965 à 2000. Il considère pour cela un modèle où le PIB réel est expliqué par le taux brut de scolarisation dans secondaire, le taux de croissance de la population active, la part des dépenses publiques dans le PIB, l'indice des termes de l'échange, l'investissement privé réel et l'inflation. A l'aide d'un modèle à correction d'erreur, il montre que les dépenses publiques n'ont pas d'impact significatif sur la croissance économique dans la majorité des économies de l'Union. A long terme, l'impact des dépenses publiques est différencié par pays. Nubukpo (2007) émettait lui aussi à l'issue de

ces résultats l'hypothèse selon laquelle il existerait une relation non linéaire entre la taille de l'Etat (dépenses publiques en pourcentage du PIB) et la croissance économique. Aschauer (1989) quant à lui, considère que les dépenses publiques peuvent entrer dans la fonction d'utilité des consommateurs et dans cette hypothèse, ils arrivent au résultat selon lequel la substitution entre dépense publique et dépense privée de consommation est vraisemblablement forte (Guira, 1999). D'ailleurs, Aschauer (1989) et Faïni (1994) estimeront que si l'accroissement des investissements publics profite à des infrastructures (comme l'électricité, les transports et les télécommunications) ainsi qu'à leur entretien ou encore à fournir des services collectifs, alors il sera possible que leurs effets sur l'investissement privé soient positifs. Si au contraire l'investissement public se porte sur des secteurs comme le secteur manufacturier, il est probable qu'il diminue l'investissement privé. L'absence de consensus dans les résultats des travaux évoqués nous amène à considérer qu'une approche linéaire n'était probablement pas adaptée à l'analyse de la relation entre les dépenses publiques et la croissance économiques ; d'où la nécessité d'utiliser une modélisation économétrique adéquate (Fouopi-djiogap et al., 2017). Après cette revue de la littérature, nous allons présenter notre démarche méthodologique.

## 2. Méthodologie

Nous présentons dans un premier temps notre modèle d'analyse et le dictionnaire des variables. Ensuite, nous présentons les sources de nos données.

### *2.1. Modèle d'analyse et dictionnaire des variables*

L'équation de base retenue pour les estimations économétriques s'inspire de la fonction de production de type Cobb-Douglas développé par Barro (1990). Avec des rendements d'échelles constants, l'équation peut être écrite comme suit :

$$Y = K \cdot \left(\frac{G}{K}\right)^\alpha = A \cdot (G)^\alpha (K)^{(1-\alpha)} \quad (1)$$

Où  $0 < \alpha < 1$ .  $Y$  Remplit les conditions habituelles pour les produits marginaux positifs et décroissants, de sorte que  $Y' > 0$  et  $Y'' < 0$  ;  $K$  est la quantité de capital du producteur représentatif ;  $G$  représente les

dépenses publiques. L'idée générale d'inclure  $G$  en tant qu'argument distinct de la fonction de production est que les capitaux privés, représentés par  $K$ , ne remplacent pas étroitement les capitaux publics. Puisque les rendements d'échelle sont constants, la prise en compte du facteur travail ( $L$ ) dans (1) nous donne :

$$y = A \cdot (g)^\alpha (k)^{(1-\alpha)} \quad (2)$$

Après avoir linéarisé et remplacer  $(1 - \alpha)$  par  $\beta$ , (2) devient :

$$y_t = \mu_t + \alpha g_t + \beta k_t \quad (3)$$

Où  $y_t$  symbolise le log de la production par travailleur à la période  $t$ ,  $g_t$  le log du capital public par travailleur à la période  $t$ ,  $k_t$  le capital privé par travailleur,  $\mu_t$  le log du produit marginal net constant du capital en période  $t$ , enfin  $\alpha$  et  $\beta$  représentent respectivement l'élasticité du capital public et celle du capital physique.

Dans le cadre de notre étude, nous utilisons en plus des variables d'intérêt, des variables de contrôle. De ce fait, en adaptant l'équation (3), nous obtenons l'équation qui constitue notre modèle de base :

$$y_t = \mu_t + \alpha g_t + \gamma x_t + \varepsilon_t \quad (4)$$

Avec  $y_t$  le taux de croissance du PIB réel de l'année  $t$ ;  $g_t = (tdo_t \ tdc_t)$ , un vecteur de variables d'intérêt constitué par le ratio des dépenses ordinaires et le ratio des dépenses publiques en capital;  $x_t = (tbss_t \ pact_t \ fbcf_t)$ , un vecteur de variables de contrôle qui sont respectivement le taux brut de scolarisation, le ratio de la population active et le ratio de la formation brute du capital fixe par rapport au PIB.  $\varepsilon_t$  représente le terme d'erreur.



**Tableau 1 : Dictionnaire des variables**

<b>Variables</b>	<b>Définitions</b>	<b>Signes attendus</b>
<b>Le produit intérieur brut (PIB) réel : La variable endogène</b>	Il reflète l'activité économique interne d'un pays et sa variation d'une période à une autre mesure le taux de croissance économique. C'est l'indicateur le plus retenu pour évaluer la production de biens et services d'un pays pendant une année. Il illustre l'importance de l'activité économique d'un pays.	
<b>Les dépenses ordinaires (DO)</b>	Elles se décomposent en charges financières de la dette, en dépenses personnel, en dépenses d'acquisition de biens et services, de dépenses de transferts courants et des dépenses en atténuation de recettes.	+/-
<b>Les dépenses en capital (DC)</b>	Les dépenses en capital sont des dépenses d'investissement. Elles sont en principe destinées à l'acquisition de biens de capital fixe, de stocks stratégiques ou d'urgence, de terrains ou d'actifs incorporels. Elles concernent aussi les paiements sans contrepartie ayant pour but de permettre aux bénéficiaires d'acquérir des biens de capital.	+
<b>Le taux brut de scolarisation au secondaire (TBSS)</b>	C'est le rapport entre le nombre d'enfants (tous âges confondus) fréquentant un établissement secondaire (général technique ou professionnel) et le nombre total d'enfants âgés de 16 à 18 ans (17 à 19 avant l'année scolaire 2008/2009).	+
<b>La population active (PAC)</b>	La population active comprend les personnes âgées de 15 ans et plus,	-

	qui fournissent du travail pour la production de biens et de services au cours d'une période donnée.	
<b>La formation brute de capital fixe (FBCF)</b>	La formation brute de capital fixe comprend les terres, les machines, les usines, les achats d'équipement, la construction des routes, de chemin de fer, les unités résidentielles privées et les édifices commerciaux et industriels. Elle est constituée par les acquisitions moins les cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents.	+

**Source : Auteurs**

Le tableau ci-dessous montre les résultats du test de stationnarité de Dickey-Fuller Augmenté (ADF) au seuil de 5% des variables considérées.

**Tableau 2 : Test de stationnarité des variables**

Variables	Test à niveau			Test en 1 <sup>ère</sup> différence			Décision	
	Statistique calculée	Valeurs critiques (5%)	P-value	Statistique calculée	Valeurs critiques (5%)	P-value	Stationnarité à niveau	Stationnarité en 1 <sup>ère</sup> différence
<b>Taux de croissance du PIB</b>	-3,709277	-2,981038	0,0101	-	-	-	Stationnaire	-
<b>Dépenses publiques ordinaires</b>	0,818308	-1,952473	0,8834	4,370578	-2,971853	0,0019	-	Stationnaire
<b>Dépenses publiques en capital</b>	-0,228732	-1,952473	0,5954	-5,629217	-2,967767	0,0001	-	Stationnaire

<b>Taux de scolarisation</b>	11.81477	-1.952473	1.0000	-3,817404	-3,574244	0,0300	-	Stationnaire
<b>Formation Brute du Capital Fixe</b>	-0.247199	-1.952473	0.5887	-6,206148	-2,967767	0,0000	-	Stationnaire
<b>Population active</b>	0.626096	-1.952473	0.8449	-2,301775	-1,955020	0,0233	-	Stationnaire

**Source : Auteurs**

Le résultat obtenu montre qu'au seuil de 5% seule la variable taux de croissance du PIB réel par habitant est stationnaire à niveau. Le test ADF des autres variables en différence première indique que les dépenses publiques ordinaires, les dépenses publiques en capital, le taux brut de scolarisation au secondaire, la formation brute de capital fixe et la population active sont inférieures aux valeurs critiques (CV) au seuil de 5%. Ce qui autorise à rejeter l'hypothèse nulle (H0) d'existence de racine unitaire, à considérer que ces séries sont stationnaires en différence première et toutes intégrées du même ordre, 1. Toutes les variables n'étant pas stationnaire à niveau, nous amène à retenir la possibilité d'une relation de cointégration entre les variables (Engel et Granger, 1987). Le test de Cointégration de Johanssen nous permet de dire qu'il y'a une relation d'équilibre entre le PIB et ses variables explicatives. En effet au seuil de 5%, ce test nous présente quatre (4) relations de Cointégration entre les variables. On en déduit donc que le MCE est utilisable.

**Tableau 3 : Test à niveau de racine unitaire des résidus**

		t-statistique	P-value
<b>Augmented Dickey-Fuller test statistic</b>		-7.784760	0.0000
<b>Test critical values :</b>	1% level	-2.644302	
	5% level	-1.952473	
	10% level	-1.610211	

**Source : Auteurs**

Au regard du tableau 3, P-value < 5%, ce qui signifie que les résidus sont stationnaires à niveau. Les résidus étant stationnaires, il existe une relation de cointégration entre les variables du modèle. L'équation théorique de cette recherche est donc la suivante :

$$\Delta TPIB_t = \beta_0 + \beta_1 \Delta TDO_t + \beta_2 \Delta TDC_t + \beta_3 \Delta TBSS_t + \beta_4 \Delta FBCF_t + \beta_5 \Delta PAC_t + \beta_6 \Delta TPIB_{t-1} + \beta_7 \Delta TDO_{t-1} + \beta_8 \Delta TDC_{t-1} + \beta_9 \Delta TBSS_{t-1} + \beta_{10} \Delta FBCF_{t-1} + \beta_{11} \Delta PAC_{t-1} + \epsilon_t$$

Avec  $\beta_6$  représente la force de rappel, il doit être significativement différent de zéro et négatif.  $\beta_1, \beta_2, \beta_3, \beta_4, \beta_5$  représentent respectivement l'impact à court terme de  $\Delta TDO_t, \Delta TDC_t, \Delta TBSS_t, \Delta PAC_t, \Delta FBCF_t$  sur  $\Delta TPIB_t$ .

Dans le cadre de cette recherche, nous avons eu recours à des données chronologiques allant de 1989 à 2019. Les données relatives aux dépenses publiques, dépenses courantes et en capital proviennent des annuaires statistiques de la BCEAO (de 2004 à 2017). Pour les périodes 2018 et 2019 ces données proviennent de la base de données Statista 2021. Les autres sources de données relatives à la population active, au taux brut de scolarisation au secondaire et la formation brute de capital fixe proviennent de la banque de données (WDI) de la Banque Mondiale.

### 3. Résultats et discussions

Nous présentons dans un premier temps nos résultats. Dans un deuxième temps, nous discutons nos résultats.

#### 3.1. Analyse des résultats

Nous présentons d'abord les statistiques descriptives et la corrélation entre les variables avant de voir nos résultats d'estimation.

**Tableau 4 : Statistiques descriptives des variables**

Variabiles	Moyenne	Médiane	Ecart-type	Minimum	Maximum	Skewness	Kurtosis	Observations
TPIB	5.369542	5.799992	2.621167	-0.602928	11.01474	-0.346178	2.946329	31
POP_ACT	0.220810	0.215000	0.155730	-0.121000	0.513000	-0.286680	2.407925	31
T_FBCF	19.205	19.493	3.0717	13.359	25.715	-0.034	2.48	31

	35	77	23	61	73	804	8095	
TBSS	17.824 75	13.250 79	11.126 21	6.6060 40	41.311 10	0.8738 06	2.40 3007	31
TDC	10.270 97	10.400 00	2.3314 08	5.7000 0	16.000 00	0.5520 31	3.33 6102	31
TDO	12.929 03	12.300 00	2.6011 78	8.7000 0	17.900 00	0.3106 88	2.06 6101	31

**Source : Auteurs**

Le tableau 4 montre que le taux moyen de croissance du PIB du Burkina Faso est de 5.37%. Le taux de scolarisation reste assez faible avec 17.8% et le taux de dépenses ordinaires est de 12.93%. Quant aux corrélations entre les variables, elles sont données par le tableau suivant. L'analyse du tableau 5 révèle que toutes les variables (sauf le taux de dépenses ordinaires) sont positivement corrélées au PIB. Par contre, la population active et la formation brute de capital fixe sont négativement corrélées aux dépenses publiques en capital. Nous avons procédé à l'estimation du modèle à correction d'erreur à la Hendry (estimation en une seule étape).

**Tableau 5 : Corrélation entre les variables**

VARIABLES	TPIB	POP_ACT	T_FBCF	TBSS	TDC	TDO
TPIB	1.000000					
POP_ACT	0.078497	1.00000				
T_FBCF	0.042009	0.162359	1.000000			
TBSS	0.157305	0.633874	0.160195	1.000000		
TDC	0.269598	-0.004692	- 0.197933	0.141687	1.000000	
TDO	- 0.049786	0.396648	0.192475	0.8106883	0.250292	1.000000

**Tableau 6: Estimation du MCE**

Variables	Coefficients	Ecart-types	t-Statistiques	Probabilités
D_TDO	-0.822612	0.373848	-2.200391	0.0411
D_TDC	0.792899	0.318902	2.486341	0.0229
D_TBSS	-0.267779	0.713381	-0.375366	0.7118
D_POP_ACT	-7.284353	4.032674	-1.806333	0.0876
DT_FBCF	0.102315	0.247779	0.412928	0.6845
TPIB_1	-1.378699	0.195952	-7.035895	0.0000
D_TDO_1	-1.081838	0.403443	-2.681514	0.0152
D_TDC_1	0.575055	0.264096	2.177446	0.0430
D_TBSS_1	0.263302	0.115854	2.272697	0.0355
D_POP_ACT_1	-0.101394	4.489087	-0.022587	0.9822
DT_FBCF_1	0.315791	0.175384	1.800573	0.0806

<b>R<sup>2</sup> = 0.809705</b> <b>R<sup>2</sup> Ajusté = 0.693413</b> <b>Log likelihood = -57.46485</b>	Nombre d'observation=31 Statistique de Fisher F = 6.962719 Prob (F) = 0.000171
--	---

**Tableau 7 : Résultats de l'estimation du MCE**

Variables	Taux de croissance du PIB réel	
	Coefficients de court terme	Coefficient de long terme
Coefficient d'ajustement	- 1,379*** (0,196)	
Dépenses publiques ordinaire	- 0,823** (0,374)	- 1,082** (0,403)
Dépenses publiques en capital	0,793** (0,319)	0,575** (0,264)
Taux de scolarisation	- 0,268 (0,713)	0,263** (0,116)
Formation Brute du Capital Fixe	0,102 (0,248)	0,316* (0,175)
Population active	- 7,284* (4,033)	- 0,101 (4,489)
Constante	5,461 (4,572)	5,461 (4,572)
<b>Observations 30</b> <b>R-squared 0,810</b>		
<b>*** <math>p &lt; 0,01</math>, ** <math>p &lt; 0,05</math>, * <math>p &lt; 0,1</math></b>		

**Source : Auteurs**

Le coefficient de détermination ( $R^2$ ) est égal à 0.81. Cela signifie que 81% de la variation du PIB est expliquée par les variables explicatives. Le coefficient associé à la force de rappel est négatif et significativement différent de zéro au seuil de 5%. Il existe donc un mécanisme à correction d'erreur. La lecture du tableau 7 suivant nous permet de constater qu'à court terme, les dépenses publiques ordinaires et les dépenses publiques en capital sont significativement différent de 0 au seuil de 5%, la population active l'est au seuil de 10%. Les autres variables ne sont pas significatives. A long terme cependant, ce sont les

dépenses publiques ordinaires, les dépenses publiques en capital et le taux de scolarisation qui sont significativement différent de 0 au seuil de 5%, la formation brute du capital fixe l'est au seuil de 10%. Les autres variables ne sont pas significatives.

A court terme, la population active impacte négativement la croissance économique. En effet, un accroissement de 1 point de pourcentage de la population active entraîne une baisse du PIB de 7,284 points de pourcentage. Cette situation de court terme serait due à la présence d'un taux de chômage toujours élevé qui transforme une partie de la population active en charge pour le pays. En effet, selon le PNDES (2016-2020) la population est caractérisée par son extrême jeunesse avec 67% de moins de 25 ans, un faible taux d'achèvement scolaire, des disparités dans l'accès à l'eau potable et un faible taux d'accès à la formation qualifiante. Ce qui implique que la structure de la population est peu adaptée aux besoins du système productif national.

A long terme, nous constatons que le taux brut de scolarisation au secondaire a un effet positif sur la croissance économique. Une hausse du ratio de la scolarisation au secondaire de 1 point de pourcentage occasionnerait une hausse de 0,263 points de pourcentage du PIB. De ce fait, un accent particulier doit être mis sur l'amélioration de la qualité de l'enseignement c'est-à-dire l'adéquation de l'offre d'enseignement secondaire, supérieur et technique aux besoins du secteur productif, la mise en place d'infrastructures scolaires de formation qualifiante et d'apprentissage ainsi que la promotion des filières professionnalisantes. La formation brute de capital fixe a un effet significatif positif sur la croissance économique. En effet, lorsque le taux de la formation brute du capital fixe croît de 1 point de pourcentage, alors le PIB croît de 0,316 point de pourcentage. Le caractère productif des dépenses publiques passe généralement par les investissements publics dans les infrastructures sociales telles que les écoles, les hôpitaux, les transports et les télécommunications.

### ***3.2. Discussions***

Les résultats obtenus montrent que les dépenses publiques influencent la croissance économique au Burkina Faso. Cette thèse rejoint celle de Reinikka et Svensson (2004) qui ont révélé que la croissance économique était significativement justifiée par les dépenses publiques dans une étude en séries temporelles réalisée en Ouganda. Elle s'oppose

ainsi aux résultats obtenus par Agell et al (1997) qui trouvent que les effets des dépenses publiques sur la croissance économique sont statistiquement non significatifs. Par ailleurs, la décomposition des dépenses publiques montre clairement que les dépenses ordinaires ont un effet négatif sur la croissance économique. En effet, ce résultat peut être expliqué par la thèse de Mansouri (2003) qui montre qu'au Maroc les dépenses publiques de consommation évincent l'investissement privé et ralentissent la croissance économique à cause du gaspillage. Par contre, les dépenses en capital ont un impact positif sur la croissance économique à cause de l'effet d'entraînement que celle-ci exerce sur l'investissement privé et sur la croissance économique réelle (Mansouri, 2003). Ce résultat rejoint ainsi celui de Landau (1983) et corrobore avec celui de Nubukpo (2003), qui explique que la prise en compte de la composition des dépenses publiques a conduit à mettre en évidence l'effet négatif des dépenses de consommation des administrations publiques sur la croissance à court et à long terme dans certains pays de l'UEMOA. Ainsi, ces résultats confirment nos hypothèses mais s'oppose à la thèse de Egbetunde et Fasanya (2013) selon laquelle l'ensemble des dépenses publiques n'a aucun impact significatif sur la croissance économique au Nigeria. Les résultats montrent également que le niveau d'éducation a un effet positif sur la croissance économique à long terme. Ce résultat rejoint ainsi les résultats obtenus par les principaux théoriciens de la croissance endogène (Lucas, 1988 ; Romer, 1989) qui stipulent que l'augmentation de la part de la population ayant au moins un niveau de la scolarisation secondaire est supposé influencer positivement la croissance économique. Les investissements en général ont un effet positif à long terme sur le PIB par habitant. En effet, Aschauer (1989) et Faini (1994) estiment que si l'accroissement des investissements publiques profite à des infrastructures ainsi qu'à leur entretien ou encore à fournir des services collectifs alors, il sera possible que leurs effets sur l'investissement privé soient positifs. Si au contraire l'investissement se porte sur des secteurs comme le secteur manufacturier, il est probable qu'il diminue l'investissement privé. A l'instar des investissements, la population active a un effet inverse par rapport au PIB par tête à court terme et insignifiant à long terme.



## Conclusion

A la lumière de cette étude, nous avons pu constater l'existence d'un certain nombre de relations qui pourraient exister entre la croissance économique et les dépenses publiques au Burkina Faso. L'intervention de l'Etat permet donc de contribuer au processus de développement aussi bien au niveau de son capital humain qu'au niveau de ses infrastructures. La modélisation économétrique a été faite en se basant sur l'estimation d'un modèle à correction d'erreur. Les différentes estimations effectuées ont permis de conclure que les dépenses en capital, la scolarisation au secondaire pour l'éducation, et la formation brute de capitale fixe ont un impact significatif positif sur la croissance économique. Ainsi, les dépenses publiques sociales visant à améliorer le développement du capital humain ont un impact significativement positif sur la croissance économique. Quant aux dépenses visant l'amélioration des infrastructures, elles vont servir à créer de nouvelles externalités positives qui vont favoriser la croissance économique du Burkina Faso. En effet, la construction de nouveaux barrages, routes, hôpitaux, écoles, aéroport...ainsi que le développement de la télécommunication vont faciliter les interactions entre les différents facteurs de productions à l'échelle nationale. Cependant, un désengagement de l'Etat dans ces secteurs ne sera pas en faveur de la croissance du pays. Les dépenses publiques sont dans un certain nombre de cas indispensables, notamment en ce qui concerne le financement des activités régaliennes des États (sécurité, justice, éducation, santé), mais elles peuvent également se révéler d'une utilité contestable lorsqu'elles sont improductives. De ce fait, le principal enseignement de la présente étude est que les dépenses publiques peuvent favoriser la croissance économique lorsqu'elles sont destinées aux investissements productifs, mais sont également susceptibles de la freiner quand elles privilégient la consommation. Un tel constat pose deux problèmes, d'une part, celui du seuil au-delà duquel les dépenses de consommation (dépenses ordinaires) indispensables au fonctionnement des administrations publiques deviennent nuisibles à la croissance économique et, d'autre part, celui de la destination effective des engagements des dépenses effectuées.

## Références bibliographiques

- Agell Jonas, Lindth Thomas et Ohlsson Henry (1997)**, Growth and the Public Sector: A Critical Review Essay, *European Journal of Political Economy*, 13, 33-52.
- Aschauer David Alan (1989)**, Les dépenses publiques sont-elles productives ? *Journal d'économie monétaire*, 23, 177-200.  
[https://doi.org/10.1016/0304-3932\(89\)90047-0](https://doi.org/10.1016/0304-3932(89)90047-0)
- Banque mondiale (BM) (2022)**, Données des comptes nationaux, Burkina Faso, disponible sur <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.PCAP.KD.ZG?locations=BF>
- Barro Robert Joseph (1990)**, Government Spending in a Simple Model of Endogenous Growth. *Journal of Political Economy*, Vol. 98, 103-125.
- Egbetunde Tajudeen et Fasanya Ismail (2013)**, Public expenditure and economic growth in Nigeria: Evidence from auto-regressive distributed lag specification. *Zagreb International Review of Economics & Business*, 16(1), 79-92.
- Engle Robert and Granger Clive (1987)**, Cointegration and Error Correction: Representation, Estimation and Testing. *Econometrica*, 55, 251-276.  
<http://dx.doi.org/10.2307/1913236>
- Faini Riccardo (1994)**, "Investissement public et investissement privé en Afrique : éviction ou entraînement?" chapitre 11 in Guillaumont P., Guillaumont S. (ss la direction de) Ajustement et Développement, l'expérience des pays ACP, Economica, Paris, 393 p.
- Fouopi Djigap Constant, Nsi Ella Philémon, Mbomon Ndoumba Jean et Ngah Epo Boniface (2017)**, Effets de Seuil des Dépenses Publiques sur la Croissance Economique dans les Pays de la CEMAC, Working Paper, October 2014, DOI : 10.13140/RG.2.2.20264.67847,  
<https://www.researchgate.net/publication/318792345>.
- Guira Seydou (1999)**, *Impact des dépenses budgétaires sur la croissance économique : le cas du Burkina Faso*. Dakar : Université Cheikh Anta Diop de Dakar, décembre.

**Koutché Komi (2014)**, « Guide d'exécution des dépenses publiques », [http://bibliotheque.pssfp.net/livres/guide\\_dexecution\\_des\\_depenses\\_publices\\_.pdf](http://bibliotheque.pssfp.net/livres/guide_dexecution_des_depenses_publices_.pdf)

**Landau Daniel (1983)**, Government Expenditure and Economic Growth: A Cross-Country Study. *Southern Economic Journal*, 49, 783–797. DOI: 10.2307/1058716.

**Lucas Robert (1988)**, On the Mechanics of Economic Development. . *Journal of Monetary Economics*, Page 342.

**Mansouri Brahim (2003)**, Déséquilibres financiers publics, investissement privé et croissance économique au Maroc, Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), <http://www.aed.auf.org/IMG/doc/B.Mansouri.doc>

**Mokime Alexandre Nshue M. (2012)**, Modèle de croissance économique, version préliminaire Kinshasa

**Morley Bruce and Perdikis Nicolas (2000)**, Trade Liberalisation, Government Expenditure and Economic Growth in Egypt, *Journal of Development Studies*, 36, 4, 38-43, DOI: 10.1080/00220380008422636,

**Nubukpo Kakou (2007)**, Dépenses publiques et croissance des pays de l'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE (UEMOA). *Afrique contemporaine*, 223-250.

**Perroux François (1966)**, Les blocages de la croissance et du développement. La croissance, le développement, les progrès, le progrès (définitions). In: *Tiers-Monde*, tome 7, n°26, 1966. Blocages et freinages de la croissance et du développement (1) pp. 239-250; consulté sur [https://www.persee.fr/doc/tiers\\_0040-7356\\_1966\\_num\\_7\\_26\\_2200](https://www.persee.fr/doc/tiers_0040-7356_1966_num_7_26_2200).

**Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) (2016-2020)**, disponible en ligne : <http://www.cns.bf/IMG/pdf/pndes2016-2020-4.pdf>, 97 pages

**Reinikka Ritva et Svensson Jakob (2004)**, Local Capture: Evidence from a Central Government Transfer Program in Uganda, *The Quarterly Journal of Economics*, 2004, vol. 119, issue 2, 679-705, <https://econpapers.repec.org/scripts/redirector.php?u=http%3A%2F%2Fhdl.handle.net%2F10.1162%2F0033553041382120;h=repec:oup:qjecon:v:119:y:2004:i:2:p:679-705>.

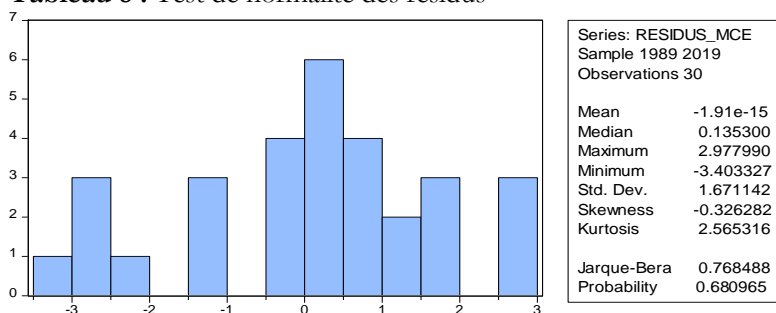
**Romer Paul Michael (1990)**, Endogenous Technological Change, *The Journal of Political Economy*, Vol. 98, No. 5, Part 2: The Problem of

Development: A Conference of the Institute for the Study of Free Enterprise Systems. (Oct., 1990), pp. S71-S102, <http://links.jstor.org/sici?sici=0022-3808%28199010%2998%3A5%3CS71%3AETC%3E2.0.CO%3B2-8>

**Romer Paul Michael (1986)**, Increasing returns and long-run growth. Journal of Political Economy, 94 (5), 1002–1037. DOI: 10.1086/261420

## Annexes

**Tableau 8 :** Test de normalité des résidus



**Tableau 9 :** Test d'homoscédasticité des erreurs

### Heteroskedasticity Test: ARCH

F-statistic	0.134579	Prob. F(1,27)	0.7166
Obs*R-squared	0.143831	Prob. Chi-Square(1)	0.7045

**Tableau 10 :** Test d'autocorrélation des erreurs

### Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	0.098901	Prob. F(2,16)	0.9064
Obs*R-squared	0.366351	Prob. Chi-Square(2)	0.8326

**Tableau 11 :** Test de bruit blanc (résidus)

Autocorrelation		Partial Correlation		AC	PAC	Q-Stat	Prob	
				1	-0.053	-0.053	0.0920	0.762
				2	0.013	0.010	0.0976	0.952
				3	-0.194	-0.193	1.4307	0.698
				4	-0.204	-0.234	2.9745	0.562
				5	-0.278	-0.339	5.9514	0.311
				6	0.107	-0.013	6.4058	0.379
				7	0.004	-0.110	6.4063	0.493
				8	0.015	-0.216	6.4155	0.601
				9	0.152	-0.016	7.4665	0.589
				10	-0.020	-0.133	7.4861	0.679
				11	-0.027	-0.101	7.5224	0.755
				12	0.088	0.032	7.9339	0.790
				13	-0.048	-0.080	8.0621	0.840
				14	-0.027	-0.022	8.1060	0.884
				15	0.075	0.057	8.4678	0.904
				16	-0.093	-0.079	9.0555	0.911

**Tableau 12 :** Test de Ramsey Reset

Ramsey RESET Test

Equation: ESTIMATION

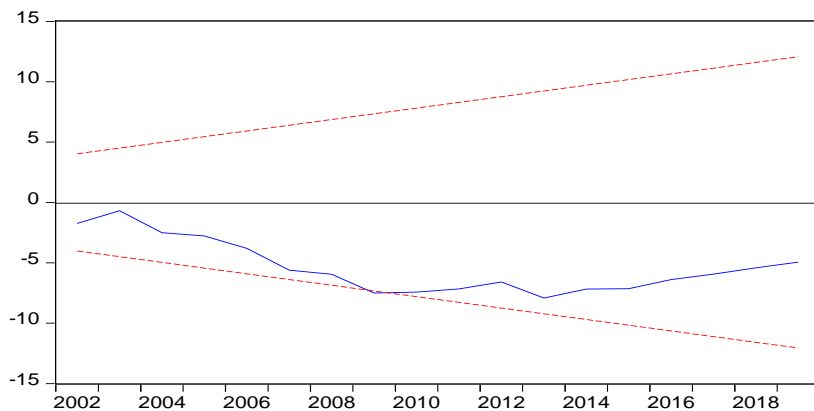
Specification: D\_TPIB D\_TDO D\_TDC D\_TBSS D\_POP\_ACT DT\_FBCF

TPIB\_1 TDO\_1 TDC\_1 TBSS\_1 POP\_ACT\_1 T\_FBCF\_1 C

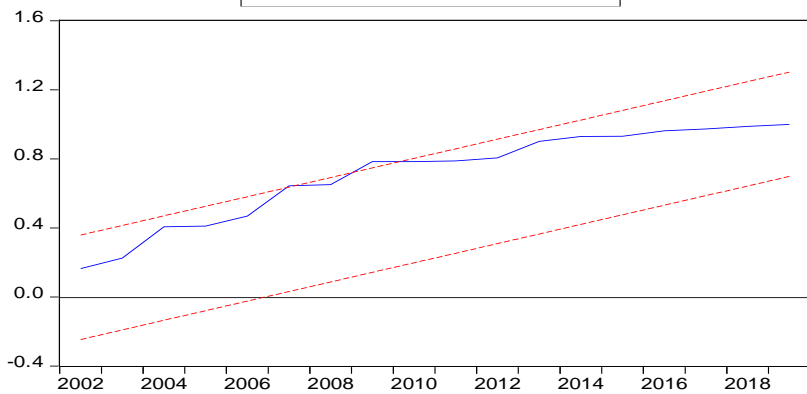
Omitted Variables: Squares of fitted values

	Value	df	Probability
t-statistic	0.370931	17	0.7153
F-statistic	0.137590	(1, 17)	0.7153
Likelihood ratio	0.241828	1	0.6229

**Tableau 13 :** Test de stabilité des coefficients du modèle (Test de CUSUM carré)



— CUSUM    - - - 5% Significance



— CUSUM of Squares    - - - 5% Significance